

JEAN GLAVANY :

«Le non renforce l'Europe libérale»

Alors que François Hollande tient son premier meeting ce soir à Marseille, **JEAN GLAVANY** explique son engagement en faveur du « oui ».

Pourquoi le « non » continue-t-il à progresser dans l'opinion ?

C'est directement lié à la situation économique et sociale du pays avec la suppression de postes dans l'enseignement, la baisse du pouvoir d'achat, la progression du chômage, le tout combiné à une subtile campagne des partisans du « non » qui vise à exonérer Chirac et Raffarin de leurs responsabilités et à faire de l'Europe un bouc-émissaire. L'Europe n'est en rien responsable de la situation française. Il n'y a aucune raison pour en faire une victime collatérale des échecs de la droite dans notre pays.

Comprenez-vous les socialistes qui continuent à faire campagne pour le « non » ?

Dans le « oui » de gauche, il y a le respect de la démocratie et du vote des militants socialistes. La démocratie a besoin de partis forts et structurés. S'asseoir sur la démocratie interne du plus grand parti de gauche, c'est nuire à la démocratie représentative. Je demande qu'on respecte les militants socialistes qui ont voté « oui » et qui ne sont pas devenus pour autant des zélés du libéralisme et des admirateurs de Chirac.

Pourtant, la direction du PS leur demande de voter comme Chirac une deuxième fois...

Ceux qui nous racontent que voter « non » c'est sanctionner Chirac me font hurler de rire, hélas ! A-t-on jamais vu Chirac tenir compte du suffrage universel ? Il ne l'a fait ni en 1997 après la dissolution alors qu'il aurait pu se retirer, ni en 2002 lorsqu'il a mis en œuvre la politique de son camp après que la gauche a voté pour lui, ni en 2004 après les régionales. Je ne vois pas pourquoi voter « non » en 2005 atteindrait Chirac. Ce n'est pas la question qui est posée.

N'est-ce pas la question du libéralisme de l'Europe qui est posée à travers le référendum ?

Ceux qui comme moi et tous les socialistes sont partie prenante du combat contre le libéralisme économique portent à peu près le même jugement mitigé sur le traité, plutôt favorable sur les titres 1 et 2 avec la Charte des droits fondamentaux et un approfondissement de la démocratie, et défavorable au titre 3 concernant les traités déjà existants. Or si le « non » l'emporte nous aurons le titre 3 - déjà en vigueur - sans les progrès des titres 1 et 2. Ce serait un comble. Voter « non » c'est donc renforcer l'Europe libérale.

Recueilli par Jean-Pierre Bédéi